

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

FRANCE : UN OFFICIER SOUPÇONNÉ D'ESPIONNAGE AU PROFIT DES RUSSES

Un officier français en poste sur une base de l'Otan en Italie est soupçonné d'avoir espionné pour le compte de la Russie et a été écroué fin août à Paris. Des informations partiellement confirmées par le gouvernement français et une source judiciaire. Cet officier est soupçonné d'avoir fourni des documents ultra-sensibles aux services secrets russes.

GRANDE-BRETAGNE : BORIS JOHNSON EN CHUTE DANS LES SONDAGES

Les conservateurs de Boris Johnson ont perdu leur position face à l'opposition travailliste pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, selon un sondage publié dimanche, un nouvel embarras pour le dirigeant britannique confronté à une rentrée difficile en pleine pandémie. Gestion très critiquée de la pandémie dont un rebond est redouté, retour à l'école chahuté, sévère récession économique, revirements embarrassants et grogne dans son propre camp... La rentrée offrira peu de répit à Boris Johnson, mobilisé sur plusieurs fronts.

ETATS-UNIS : TRUMP À KENOSHA DEMAIN

Le président Donald Trump ira ce mardi à Kenosha (Wisconsin) où l'Afro-Américain Jacob Blake a été grièvement blessé par un policier. Une affaire qui a relancé les manifestations aux Etats-Unis contre les violences policières et le racisme. Judd Deere, porte-parole de la Maison Blanche, a annoncé le week-end que M. Trump se rendrait dans cette ville pour des entretiens avec des responsables locaux des forces de l'ordre.

Mali : le M5-RFP pour une transition de 2 ans

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), instigateur de la crise au Mali a proposé aux putschistes une transition de 18 à 24 mois, en plein flou sur les conditions d'un retour des civils à la tête de ce pays en guerre contre les jihadistes.

Ainsi, ce mouvement réclame d'être avec les militaires le protagoniste principal de la transition. Cette coalition de chefs religieux et de membres de l'opposition et de la société civile a mal pris de ne pas être invitée nominativement par la junte à la première concertation élargie sur la transition, prévue samedi dernier. Dans cette optique, il a accusé les militaires de chercher à "confisquer" le changement. La veille déjà, la figure tutélaire du mouvement, l'imam Mahmoud Dicko, avaient prévenu les militaires qu'ils n'avaient pas "carte blanche" et auraient tort de s'enfermer dans leur camp de Kati, en tenant les forces vives à l'écart. La junte, déjà sous la pression des pays voisins, a annoncé à la dernière minute le report de la concertation.

Dans la soirée, une quinzaine de ses membres ont reçu une dizaine de représentants du M5, au camp de Kati. Le porte-parole de l'imam Dicko, Issa Kaou Djim, a voulu croire après la réunion que les militaires avaient "compris" le message. "Je dirais que le malentendu a été dissipé", a-t-il dit. Le M5 a aussi remis aux militaires le document qu'il a élaboré sur la transition.

Même si, ledit texte n'a pas été publié, il propose "une transition de 18 à 24 mois" avec des civils à la tête d'une présidence, d'un gouvernement et d'une assemblée de transition, a déclaré Choguel Maïga, l'un des dirigeants. Par ailleurs, il est mis en avant "un comité de suivi et de surveillance de la transition qui sera majoritairement composé de membres de la junte et du M5", a-t-il ajouté.

La junte n'a pas communiqué sur



L'imam Dicko (milieu), le leader du M5-RFP lors d'un point de presse

la rencontre. Elle va prendre le temps d'examiner le document et les deux parties devraient se retrouver "très bientôt", a dit M. Maïga. Toutefois, la contribution du M5 pèsera de tout son poids au moment où militaires et responsables maliens, com-

munauté internationale et experts se divisent sur la durée de la transition.

La junte a proposé initialement trois ans sous la conduite d'un militaire, avant de rabaisser la barre à deux et de se dire ouverte sur son chef. La Commu-

nauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui fait pression pour un retour rapide à l'ordre civil et a imposé un embargo au pays pauvre et enclavé réclame une transition d'un an maximum sous responsabilité civile.

Une affaire de mois selon Paris



La ministre française des Armées, Florence Parly.

J.O.
Libreville/Gabon

La France est encore montée hier au créneau par rapport à la crise politique au Mali. Elle a invité la junte militaire à organiser "rapidement" une transition vers un

pouvoir civil. Tout en brandissant l'épouvantail terroriste.

La ministre des Armées Florence Parly a déclaré hier qu'il "faut que cette transition se fasse rapidement (...). C'est une affaire de mois". Avant d'indiquer que : "Si cela ne se faisait pas, alors le risque c'est que tout cela profite

d'abord aux terroristes, parce que les terroristes se nourrissent de la faiblesse des Etats et l'Etat malien est faible, très faible en ce moment". Non sans mettre en garde sur le fait que "la communauté internationale, qui s'est engagée au côté du Sahel, et du Mali en particulier, pourrait s'interroger et se poser des questions"

Hormis la force française Barkhane et la force onusienne de la Minusma, plusieurs pays européens se sont engagés au Sahel, à la fois au soutien logistique et participation à la force Takuba. Paris, qui s'évertue depuis des mois à convaincre l'Europe de lui prêter main forte au Sahel, s'inquiète ainsi de voir cette mobilisation retomber faute de retour à l'ordre constitutionnel au Mali.

Les militaires qui ont pris les rênes du Mali ont reporté la première réunion de concertation prévue samedi avec les organisations politiques et civiles sur un futur transfert des pouvoirs.

Photo : AFP

Photo : AFP